

ISD

Innover contre
l'extrémisme, la haine
et la désinformation

La campagne de l'intimidation : étude de cas des violences numériques envers les candidats aux élections de 2022

Cécile Simmons, Zoé Fourel et Sasha Morinière

Les auteurs

Cécile Simmons est chargée de recherche à l'ISD et travaille au sein de l'équipe de recherches numériques et politiques publiques. Elle est co-auteur de nombreux rapports sur l'extrémisme, la désinformation et les violences numériques. Ses recherches sont régulièrement couvertes par les médias, dont la BBC, le Guardian, Politico, le Washington Post ou encore Le Monde. Ancienne élève de l'École Normale Supérieure de Lyon et titulaire d'une agrégation d'anglais, elle est également diplômée de la London School of Economics.

Zoé Fourel est Associée à l'ISD et titulaire du diplôme en affaires internationales (comprenant des études à la School of Oriental and African Studies à Londres et à Georgetown University à Washington, DC) décerné par Sciences Po Lyon. Elle fait partie de l'unité de recherche numérique, et s'intéresse à l'analyse des réseaux sociaux et la cartographie de réseaux en ligne liés à l'extrémisme, la désinformation et le discours de haine. Zoé a notamment participé aux travaux de l'ISD portant sur la diffusion de désinformation et discours de haine dans le cadre de divers processus électoraux. Elle est particulièrement investie dans l'activité française de l'ISD, contribuant aux travaux de recherche analysant l'écosystème en ligne français.

Sasha Morinière est analyste à l'ISD. Elle contribue actuellement aux recherches de l'ISD sur les campagnes de désinformation, notamment celles visant à influencer et perturber les élections de 2022 en France. Sasha a récemment travaillé à Moonshot et a récemment contribué au rapport remis au président français Emmanuel Macron sur la désinformation en ligne et son impact sur nos démocraties. Elle est titulaire d'un master en relations internationales de la London School of Economics and Political Science. Sasha a mené divers projets de recherche sur l'extrême droite et sur les communautés salafistes françaises et a organisé d'importants événements politiques dans le cadre de ses expériences professionnelles précédentes, notamment à la Fondation pour l'innovation politique. Elle parle couramment français, anglais et espagnol, et apprend l'arabe.

Copyright © ISD (2022). Institute for Strategic Dialogue (ISD) est une société à responsabilité limitée par garantie, siège social à l'adresse PO Box 75769, Londres, SW1P 9ER. ISD est enregistrée en Angleterre sous le numéro d'enregistrement de société 06581421 et sous le numéro d'enregistrement d'organisme de bienfaisance 1141069.

En France, l'ISD est établi sous la forme d'une association Loi 1901 : l'Institut pour le Dialogue Stratégique sous le numéro d'enregistrement W751256497. Tous droits réservés. Toute copie, reproduction ou exploitation de tout ou partie de ce document ou de ses pièces jointes sans l'autorisation écrite préalable d'ISD est interdite.

Contenu

Introduction	4
Méthodologie	5
Enseignements clés	7
Études de cas	8
Hervé Berville	8
Jean- Michel Blanquer	10
Raquel Garrido	12
Rachel Keke	14
Marine Le Pen	16
Valérie Pécresse	19
Éric Zemmour	21
Conclusion et implications	23
Recommandations	23
Notes de fin	24

Introduction

Les violences numériques envers les personnalités politiques, candidats et élus et leur impact sur le débat démocratique en période électorale ont fait l'objet d'une attention croissante au cours des dernières années. Les attaques en ligne et violences numériques à l'encontre de candidats, journalistes et personnalités publiques posent un enjeu de représentation démocratique et peuvent décourager la participation à la vie politique, notamment de catégories de la population sous-représentées en politique et ainsi conduire à des phénomènes d'autocensure en ligne. Ces attaques sont particulièrement prononcées à l'encontre des femmes et des personnalités issues de minorités ethniques ou aux identités intersectionnelles.¹

En France, la question du harcèlement des élus, candidats et personnalités politiques a reçu une attention croissante au cours de la pandémie de COVID-19 et de la période électorale en 2021 et 2022, notamment après une augmentation rapportée des menaces de mort envers les députés de la majorité présidentielle au moment du vote sur la loi sur le pass vaccinal au début de l'année 2022 ainsi que plusieurs cas d'agression pendant les campagnes présidentielles et législatives.² Les recherches de l'ISD ont souligné l'intersection entre certains événements en ligne et la montée de discours haineux.³

Si plusieurs faits divers ont fait état d'agression envers des candidats et élus, l'ISD a cherché à comprendre l'intersection entre événements hors ligne et violence hors ligne à partir de plusieurs études de cas tirées de deux séquences électorales présidentielles et législatives et une analyse d'un échantillon de commentaires sur Facebook (premier réseau social en France en nombre d'utilisateurs) en lien avec ces événements. Les études de cas sélectionnées recouvrent des agressions hors ligne, controverses et nominations médiatisées.

Méthodologie

Cette recherche cherchait à répondre aux questions suivantes :

- Certains événements hors ligne (agressions, controverses) se traduisent-ils par des abus en ligne et dans quelle proportion ?
- Quelle est la nature des discours en ligne déployés à l'encontre des élus et candidats ?
- Dans quelle mesure l'identité de genre et ethnique ainsi que l'affiliation politique jouent-elles un rôle dans le type d'abus qui touche les candidats ?
- Peut-on identifier des appels à la violence ou des contenus qui violent les règles de communauté de la plateforme ?

Les définitions des abus en ligne et violences numériques sont nombreuses. Pour cette recherche, l'ISD a adopté une définition large des violences numériques qui inclut à la fois les contenus illégaux et un panel de contenus non-illégaux mais toxiques et susceptibles de porter préjudice. Notre définition de la violence numérique recouvre ainsi toute forme d'appel à la violence ou menace directe ou indirecte contre un individu, tout contenu qui promeut la violence sur la base d'un aspect de l'identité de l'individu (genre, origine ethnique etc.) ainsi que tout discours de haine, haineux⁴ ou injurieux⁵. Dans la lignée d'une récente étude du Wilson Center, notre définition inclut également la désinformation générée.⁶

Nous avons sélectionné une série d'études de cas en lien avec des événements hors ligne largement médiatisés (agressions, controverses, faits divers, nominations... etc.) et avons cherché à identifier l'intersection entre ces événements et les violences en ligne qu'ils ont occasionnées. Nous avons sélectionné les études de cas dans le but d'avoir une diversité ethnique, de genre, et d'affiliation politique.

Dans la mesure où cette étude était limitée dans le temps, nous n'avons pas été en mesure d'inclure des études de cas qui recouvrent toutes les formes d'abus fondés sur l'identité (ex : identité de genre) en raison de la difficulté à identifier des candidats au profil médiatique et à la présence en ligne similaire aux cas sélectionnés. Cette recherche admet que certains candidats au profil public très médiatisé peuvent être susceptibles d'être la cible d'abus davantage que des candidats moins présents dans la sphère médiatique.



Notre définition de la violence numérique recouvre ainsi toute forme d'appel à la violence ou menace directe ou indirecte contre un individu, tout contenu qui promeut la violence sur la base d'un aspect de l'identité de l'individu (genre, origine ethnique etc.) ainsi que tout discours de haine, haineux ou injurieux.



Les études de cas sélectionnées sont les suivantes :

- Éric Zemmour (Reconquête) et l'agression subie par le candidat lors d'un déplacement de campagne le 12 mars 2022 avec un jet d'œuf
- Marine Le Pen (Rassemblement National) et l'agression subie par la candidate lors d'un déplacement le 3 juin 2022 avec un jet d'œuf
- Valérie Pécresse (Les Républicains) et l'agression subie lors d'une allocution le 16 mars 2022 avec un jet de poudre rose
- Rachel Keke (La France Insoumise) et la controverse née d'anciens messages Facebook de la candidate (exhumés par des groupes d'extrême droite notamment) couverte par la presse le 19 juin 2022
- Raquel Garrido (La France Insoumise) et son agression au gaz lacrymogène le 12 juin 2022
- Jean-Michel Blanquer (En Marche) et son agression le 4 juin 2022 par deux enseignants avec un jet de mousse
- Hervé Berville (En Marche) à la suite de sa nomination

En utilisant l'outil de collecte de données CrowdTangle, nous avons sélectionné toutes les publications Facebook mentionnant les candidats et analysé les dix publications ayant suscité le plus d'interactions en lien avec l'événement sélectionné pour l'étude, dans les 48 heures qui ont suivi. Pour chaque publication, nous avons qualitativement analysé les dix premiers commentaires recommandés par Facebook et les avons classés selon les catégories suivantes :

- Soutien : le commentaire soutient l'individu
- Moqueur/ironique : le commentaire ironise sur la situation
- Négatif : le commentaire est critique de l'individu sans être injurieux
- Abusif/Injurieux : le commentaire s'attaque à l'individu en utilisant des insultes ou un discours haineux ou humiliant ; cette catégorie inclut les commentaires approuvant ou se félicitant des agressions envers l'individu
- Autre : le commentaire porte sur un autre sujet ; cette section inclut les commentaires qui nient les agressions

Il est important de nuancer et contextualiser certains des chiffres présentés ci-dessous. En effet, l'échelle d'exposition et visibilité dans l'espace public des candidats choisis est variable, ce qui peut influencer la quantité de commentaires abusifs et injurieux reçus. Ainsi, le degré d'implication de certains candidats/candidates dans des débats controversés ou occupant des fonctions à haute visibilité (ministre, candidate à l'élection présidentielle) peut influencer le volume et la nature des abus à leur encontre. A travers l'étude d'un échantillon de commentaires Facebook, cette étude offre néanmoins un aperçu de l'ordre de grandeur des incivilités en ligne à l'encontre des candidats et de la nature des rhétoriques déployées à leur égard.

Enseignements clés

- Si la proportion de commentaires injurieux ou violents varie entre les candidats, la nature des injures est fortement influencée par le genre, la couleur de peau et l'origine ethnique pour les candidates et candidats racisés. Les commentaires déploient une rhétorique misogyne et raciste qui remet en question la compétence des candidats et leur place dans la sphère publique.
 - Les candidates sont plus susceptibles d'être la cible de langage et d'insultes genrés par rapport à leurs confrères masculins, lesquels sont davantage la cible d'insultes génériques.
 - Les agressions hors ligne s'accompagnent pour la plupart des candidats d'une proportion notable de commentaires approuvant ou se félicitant d'actes d'agression hors ligne, reflet d'une normalisation des incivilités envers les élus et candidats.
 - Une partie des commentaires injurieux ou haineux, notamment à caractère raciste, ne mobilise pas systématiquement des insultes racistes et ne peuvent être compris que dans le contexte de la publication. Cet enseignement souligne les limites d'une modération algorithmique qui s'appuie sur une logique de mots-clés et souligne la nécessité d'une compréhension contextuelle nuancée dans la modération de contenus.
-

Études de cas

Hervé Berville

L'ISD a analysé les dix publications ayant suscité le plus d'interactions sur Facebook à la suite de la nomination d'Hervé Berville au poste de Secrétaire d'Etat en charge de la mer. Le choix de cette nomination comme étude de cas est pertinent dans la mesure où le jeune député a par le passé été la cible d'attaques et de menaces racistes visant plusieurs députés LREM.⁷

Sur les dix publications, cinq provenaient de médias nationaux ou internationaux (LCI, Jeune Afrique, 20 Minutes, L'Obs, Les Echos), deux de la presse locale (bretonne et antillaise, Le Télégramme et Gwokaradio respectivement), une de l'association bretonne de protection de l'environnement Gardez les Caps et une de la page Facebook Mr Propagande, qui commente l'actualité avec une perspective qui se rapproche de la gauche radicale. A l'exception de cette dernière, qui adopte une posture très critique du gouvernement, les publications des médias nationaux et locaux analysées rapportent la nomination de manière factuelle.

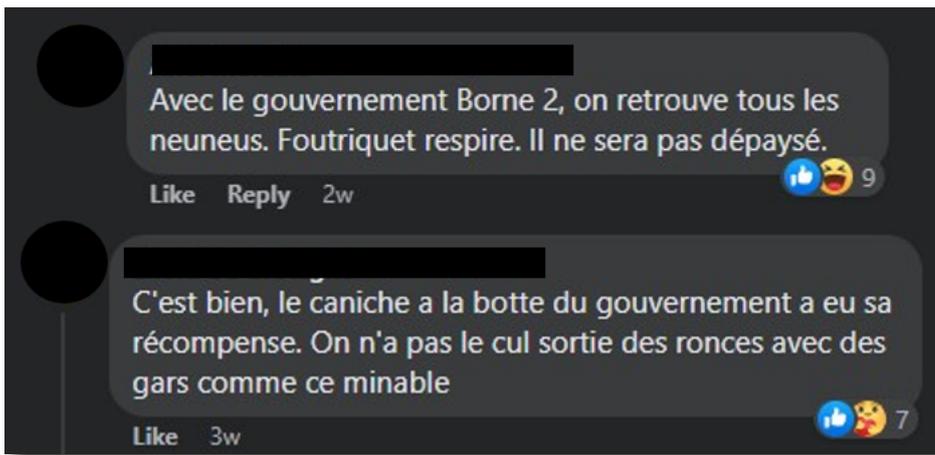
L'analyse d'un échantillon de 100 commentaires sur ces publications a montré que :

- 24% exprimaient leur soutien ;
- 11% étaient classifiés comme ironiques ;
- 37% comme négatifs ;
- 20% comme abusifs/injurieux (inclut violent) ;
- 7% étaient classifiés dans la catégorie "autres".

Les commentaires à caractère injurieux se caractérisent par l'usage d'insultes génériques (ex : "minable"), dont beaucoup remettent en question les compétences du Secrétaire d'Etat d'une part, et par des attaques à caractère raciste et/ou xénophobe. Ces dernières utilisent fréquemment un langage ironique pour suggérer qu'il n'a pas sa place dans la société française et le dépeindre comme Africain et non Français. Ce type de commentaire apparaît sous les publications Facebook de grands médias.

Post	Page Facebook	Nombre d'interactions
1	Mr Propagande	1 112
2	LCI	524
3	Jeune Afrique	416
4	20 Minutes	378
5	Le Petit Bleu des Côtes d'Armor	341
6	Le Télégramme	279
7	L'Obs	224
8	Gwokaradio	276
9	Les Echos	123
10	Gardez les Caps	120

Tableau 1 : Tableau regroupant les dix pages à l'origine des dix publications avec le plus d'interactions mentionnant la nomination d'Hervé Berville au gouvernement.



Figures 1 et 2 : Exemples de commentaires injurieux.



Figures 3, 4 et 5 : Exemples de commentaires s'attaquant aux origines du candidat.

Les attaques contre les origines de Berville sont largement contextuelles et n'utilisent pas nécessairement de terminologie explicitement injurieuse. Ce phénomène souligne les défis de la modération de contenu et de l'identification de rhétoriques haineuses ou polarisantes, laquelle nécessite une compréhension contextuelle du message. Il est également important que le travail de modération des plateformes est susceptible d'avoir supprimé une partie des commentaires racistes à l'encontre du candidat et que les exemples ci-dessus n'offrent qu'une vue parcellaire des abus et injures à son encontre.

Jean- Michel Blanquer

L'ISD a également étudié les dix publications avec le plus d'interactions en lien avec l'incident qui a touché Jean Michel Blanquer, ancien ministre de l'éducation nationale et candidat aux élections législatives, au cours duquel celui-ci s'est fait aspergé de mousse par deux enseignants.⁸

Parmi les dix publications revenant sur cet incident, les publications publiées par les médias traditionnels (France Info, Le Parisien, Le Monde, L'Express et CNEWS⁹) présentent les faits de manière factuelle. Plusieurs pages, notamment la page RIP educ, qui partage du contenu de divertissement (mème/montage) sur le système scolaire, ironisent sur les faits. Mr Propagande, Cerveaux non disponibles et Luttes indivisibles commentent l'actualité française avec une perspective proche de la gauche radicale ou extrême gauche. Le nombre de commentaires en soutien à Jean-Michel Blanquer était plus important que sous les publications des médias traditionnels.

A partir de l'analyse d'un échantillon de 100 commentaires, l'ISD a classifié :

- 42% des commentaires comme ironiques ;
- 1% comme négatifs ;
- 22% comme abusifs/injurieux ;
- 23% dans la catégorie "autre".

Deux tendances principales ont été observées pour les commentaires classifiés comme "injurieux/abusifs": la justification de l'acte des deux enseignants d'une part, et des publications contenant des insultes visant Jean-Michel Blanquer.

Parmi les commentaires classifiés comme abusifs, l'ISD a observé à plusieurs reprises des commentaires qui soutenaient l'acte des deux enseignants, en le justifiant ou en relativisant sa gravité. Plusieurs commentaires se réjouissent de ce geste, affirmant que les auteurs auraient dû utiliser d'autres projectiles, et un commentaire allant même jusqu'à regretter que les auteurs ne soient pas allés plus loin.

Post	Page Facebook	Nombre d'interactions
1	Cerveaux non disponibles	4 747
2	Mr Propagande	4 720
3	France info	2 472
4	Le Parisien	2 211
5	Luttes indivisibles	2 029
6	Le Monde	1 944
7	RIP educ	1 838
8	L'express	1 838
9	RIP educ	1 260
10	CNEWS	1 166

Tableau 2 : Tableau regroupant les dix pages à l'origine des dix publications avec le plus d'interactions mentionnant l'incident sélectionné pour Jean-Michel Blanquer.



Figures 6, 7, 8 et 9 : Exemples de publications soutenant l'acte des deux professeurs à l'encontre de Jean-Michel Blanquer.

De plus, parmi les commentaires classifiés comme abusifs/injurieux, l'ISD a observé plusieurs exemples d'insultes visant le ministre.



Figures 10, 11 et 12 : Exemples de commentaires contenant des injures visant Jean-Michel Blanquer.

Raquel Garrido

Les publications analysées en lien avec l'agression au gaz lacrymogène de Raquel Garrido le 16 juin alors qu'elle faisait campagne à Drancy¹⁰ proviennent principalement de publications de médias nationaux (CNEWS, RMC Info Talk Sport, L'Obs) et locaux (Sud Ouest), qui se contentent de rapporter l'agression. Deux publications, cependant, adoptent un ton polarisant. On trouve dans les pages l'agrégateur d'actualités Mediavenir. Une des publications provient de Jean-Christophe Lagarde, adversaire (Union des démocrates et indépendants) de Raquel Garrido aux élections législatives, qui accuse cette dernière de mensonge. Une autre publication du député membre du parti Reconquête, Gilbert Collard, suggère que l'expérience de Garrido est similaire à ce que vivent les militants de son parti.



Figures 13 et 14 : Publications Facebook en lien avec l'incident.

Post	Page Facebook	Nombre d'interactions
1	Gilbert Collard	7 087
2	CNEWS	4 766
3	Ring	1 871
4	Le Tribunal du Net	1 069
5	RMC Info Talk Sport	904
6	Jean-Christophe Lagarde	598
7	L'Obs	525
8	Mediavenir	398
9	Jean Marc Morandini	398
10	SudOuest.fr	388

Tableau 3 : Tableau regroupant les dix pages à l'origine des dix publications avec le plus d'interactions mentionnant l'incident sélectionné pour Raquel Garrido.

Une analyse d'un échantillon de commentaires sur les dix publications nous a permis de constater que :

- 9% exprimaient leur soutien ;
- 37% étaient ironiques ;
- 3% négatifs ;
- 35% abusifs/injurieux ;
- 15% ont été classifiés comme "autres" (inclut notamment de la désinformation).

Au total, 35 commentaires sur 100 sont soit injurieux ou approuvent l'agression. Une analyse des commentaires abusifs a souligné que ceux-ci utilisent largement une terminologie sexiste et des insultes traditionnellement à caractère genré (ex : "harpie").



Figures 15 et 16 : Exemples de commentaires utilisant une terminologie sexiste.

Une proportion notable se réjouit de l'agression et félicite l'agresseur.



Figures 17 et 18 : Exemples de commentaires se réjouissant de l'agression.

Deux commentaires suggèrent que la candidate aurait mis en scène son agression à des fins électorales.

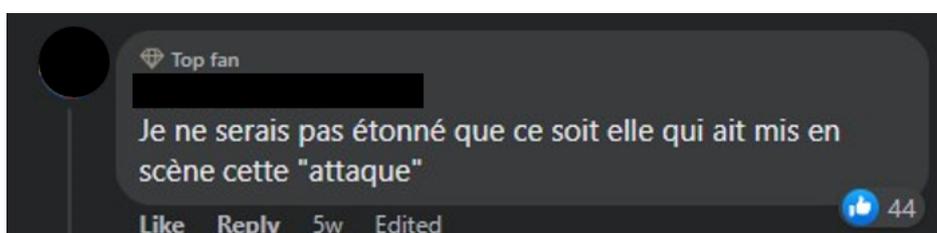


Figure 19 : Exemple de commentaire qui considère l'attaque comme un truquage.

Rachel Keke

Les dix publications ayant récoltées le plus d'interactions sur Facebook, en réaction à la couverture médiatique d'anciennes publications de Rachel Keke sur Facebook soutenant entre autre le Rassemblement national, Bashar El-Assad, et tenant des propos à caractère homophobe, ont toutes été publiées par la page Facebook de médias traditionnels. Il est intéressant de noter que le plus de commentaires classifiés comme abusifs/injurieux se trouvent néanmoins sous la publication de la page de Valeurs Actuelles, à l'extrême droite de l'écosystème médiatique, avec la moitié des commentaires classifiée comme abusifs.

Post	Page Facebook	Nombre d'interactions
1	RMC	4 968
2	BFM TV	3 751
3	Le Parisien	2 323
4	CNEWS	2 248
5	RMC- Estelle Midi	1 946
6	Le Figaro	1 907
7	Le Figaro	1 429
8	France info tv	1 388
9	Konbini	1 229
10	Valeurs actuelles	1 186

Tableau 4 : Tableau regroupant les dix pages à l'origine des dix publications avec le plus d'interactions mentionnant l'incident sélectionné pour Rachel Keke.

L'analyse d'un échantillon de 100 commentaires nous a permis de classer ceux-ci de la manière suivante :

- 18% de soutien ;
- 4% de commentaires négatifs ;
- 28% ironiques ;
- 16% abusifs/injurieux ;
- 23% "autres".

Parmi les commentaires classifiés comme abusifs ou injurieux trois tendances principales ont été observées : des commentaires à caractère raciste et/ou xénophobe, des commentaires questionnant la capacité de Rachel Keke à être députée et des injures et insultes plus traditionnellement utilisées pour cibler des figures publiques.

Plusieurs commentaires à caractère raciste et/ou xénophobe ont été observés, dont certains affirment que Rachel Keke ne maîtrise pas la langue française. Un commentaire en particulier regrette que celle-ci soit élue de la République alors que ses parents ne sont pas français. Certains commentaires essentialisent les femmes noires et racisées en comparant Rachel Keke à Sibeth Ndiaye, ancienne porte-parole du gouvernement sous le premier mandat d'Emmanuelle Macron. Il faut noter ici qu'une proportion de commentaires illégaux a probablement fait l'objet d'une modération de la plateforme.



Figures 20, 21, 22, 23 et 24 : Exemples de publications à caractère raciste et/ou xénophobe visant Rachel Keke.

Une autre tendance réside dans la présence de commentaires remettant en question la compétence de Rachel Keke, affirmant que celle-ci n'est pas au niveau pour être députée. Cette remise en question de la compétence/la capacité à exercer une fonction est couramment utilisée à l'encontre de femmes politiques¹¹ afin de questionner leur légitimité. De plus, celle-ci est accusée à de multiples reprises d'opportunisme, et d'être uniquement motivée par le salaire de députée.



Figures 25, 26, 27 et 28 : Exemples de publications questionnant la compétence de Rachel Keke.

Marine Le Pen

L'ISD a analysé les publications Facebook en lien avec l'agression subie par Marine Le Pen lors d'un déplacement pour soutenir le candidat RN aux législatives de la 20e circonscription du Nord à SaintAmand-Les-Eaux le 3 juin 2022, au cours duquel la candidate a été visée par un jet d'œuf. Les publications proviennent de la presse nationale et régionale (Le Parisien, 20 Minutes, Sud Ouest, La Voix du Nord et L'Observateur du Valenciennois), de pages qui s'apparentent à la gauche radicale (Cerveaux non disponibles et Mr Propagande) et de la page Rapghetto, qui porte sur l'actualité urbaine et du rap. Une publication provient de la page officielle de Gilbert Collard.

Post	Page Facebook	Nombre d'interactions
1	Cerveaux non disponibles	3 932
2	Le Parisien	2 350
3	Gilbert Collard	1 584
4	20 Minutes	808
5	SudOuest.fr	371
6	Mr Propagande	370
7	Rapghetto	360
8	Le Parisien	353
9	La Voix du Nord	330
10	Valenciennes - Denain	326

Tableau 5 : Tableau regroupant les dix pages à l'origine des dix publications avec le plus d'interactions mentionnant l'incident sélectionné pour Marine Le Pen.

Parmi les dix publications Facebook les plus partagées durant les 48h ayant suivi l'incident de SaintAmand-Les-Eaux, six publications proviennent de médias qui couvrent l'incident avec neutralité, dont Le Parisien, 20 Minutes et Sud-Ouest. La publication ayant reçu le plus d'interactions (3 932) provient de la page Cerveaux non disponibles, dont les publications s'apparentent à la gauche radicale et sont globalement hostiles à Marine Le Pen et à la classe politique en général. La publication de la page couvre l'incident de manière moqueuse et ironique. Une part non-négligeable de publications et commentaires ont démontré une condamnation ferme de cette agression, dont la page Facebook officielle de Gilbert Collard.



Figure 29 : Publication de la page Cerveaux non disponibles.

Classification de l'échantillon de 100 commentaires :

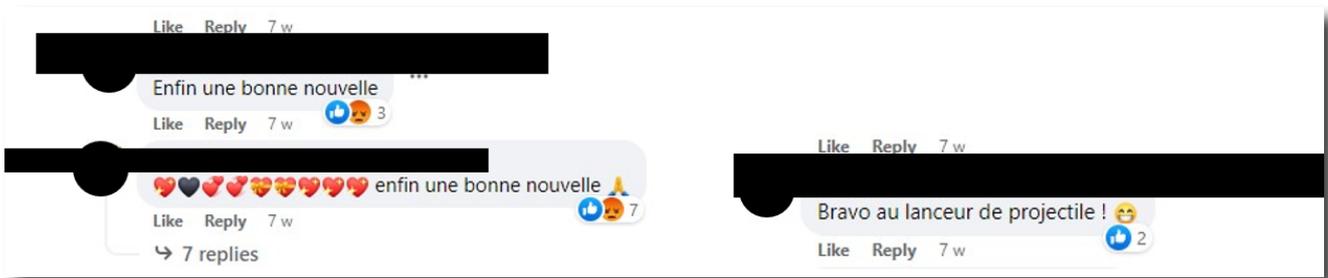
- 53% soutiennent la candidate ;
- 18% sont ironiques ;
- 5 % sont abusifs ;
- 2% sont critiques de la candidate ;
- 21% sont classifiés dans la catégorie "autres".

Dans l'échantillon analysé, plus de la majorité des commentaires (53%) soutiennent la candidate ou condamnent son agression, ce qui peut refléter de manière anecdotique une certaine mobilisation en ligne des internautes aux sympathies politiques de droite nationaliste ou d'extrême droite. Nous avons cependant relevé la présence de commentaires s'opposant aux idées de Marine Le Pen mais condamnant fermement l'agression.



Figures 30 et 31 : Exemple de commentaires condamnant l'agression.

L'ISD a remarqué la faible présence de commentaires abusifs dans les 10 publications les plus partagées autour de l'évènement. Certains commentaires approuvent et acclament l'agression.



Figures 32, 33 et 34 : Exemples de commentaires approuvant le jet d'œuf visant Marine Le Pen.

Un cinquième des commentaires analysés par les chercheurs de l'ISD ont révélé une certaine moquerie voire un ton critique vis-à-vis de la candidate du Rassemblement National, sans pour autant approuver l'évènement en lui-même.



Figures 35, 36 et 37 : Exemples de commentaires ironiques et/ou moqueurs.

Ce type de commentaires reflète une lassitude certaine envers la classe politique et se manifeste lors d'évènements de ce type par une acceptation grandissante de et une désensibilisation aux actes d'incivilité, considérés comme mérités. Des commentaires affirment ainsi que les hommes et femmes politiques n'ont que le respect qu'ils méritent.



Figure 38 : Exemple de commentaire dans l'échantillon.

Valérie Pécresse

La candidate à la présidentielle du parti Les Républicains (LR), Valérie Pécresse, a été aspergée de poudre rose lors d'une allocution devant la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) le 16 mars 2022 à Puteaux (Hauts-de-Seine). Les publications Facebook ayant suscité le plus d'interactions proviennent principalement de médias nationaux (ex : BFMTV, Le Parisien, Le Figaro) et de divertissement (Télé Loisirs) qui rapportent l'événement de manière factuelle. Deux publications des représentants politiques Éric Ciotti (LR) et Valérie Boyer (RN) condamnent l'agression et apportent leur soutien à Valérie Pécresse. Les autres publications proviennent de la page Contre Attaque, dont la ligne politique semble affiliée à la gauche radicale et Sais-tu que ? page qui se présente comme une page "culturelle et scientifique variée". Les publications de deux médias qui sont connus pour partager des contenus de désinformation et complotistes, Epoch Times Paris et Putsch, ont également été analysées.

Post	Page Facebook	Nombre d'interactions
1	BFMTV	11 533
2	Eric Ciotti	4 565
3	Le Parisien	1 347
4	Sais-tu que ?	861
5	Valérie Boyer	827
6	Contre Attaque	769
7	Epoch Times Paris	758
8	Putsch	689
9	Le Figaro	550
10	Télé Loisirs	472

Tableau 6 : Tableau regroupant les dix pages à l'origine des dix publications avec le plus d'interactions mentionnant l'incident sélectionné pour Valérie Pécresse.

Classification de l'échantillon de commentaires :

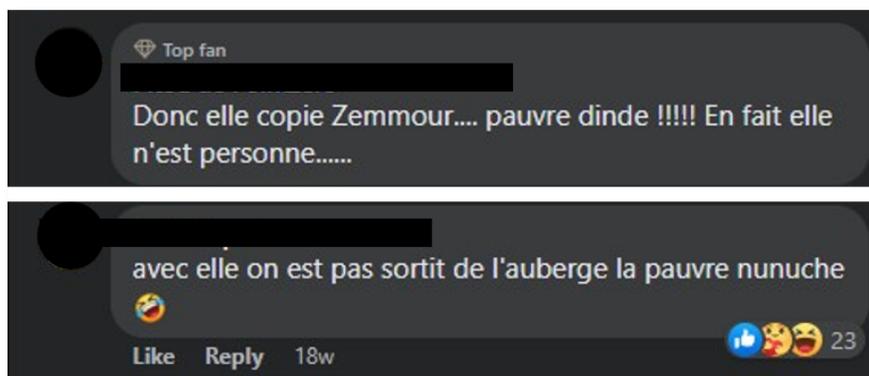
- 38% de soutien ;
- 34% ironiques ;
- 3% négatifs ;
- 14% abusifs/injurieux ;
- 11% "autres".

La proportion notable de soutien à la candidate et de condamnation de l'agression peut s'expliquer en partie par la présence de deux publications soutenant la candidate, lesquelles sont susceptibles de susciter des commentaires similaires.



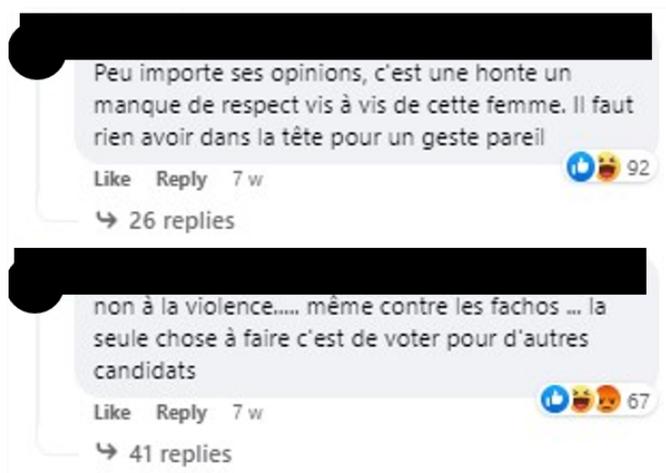
Figure 39 : Exemple de commentaire condamnant l'agression.

Les commentaires à caractère injurieux déploient largement une rhétorique misogyne en utilisant des termes de nature genrée (ex : "dinde") et en remettant en question la compétence de Valérie Pécresse. Cette tendance a été observée dans le cas d'Herve Berville et de Rachel Keke, suggérant que les femmes et personnalités publiques racisées sont particulièrement susceptibles d'être la cible d'attaques sur leur compétence.



Figures 40 et 41 : Exemples de commentaire abusifs ou injurieux.

Les commentaires à caractère injurieux déploient largement une rhétorique misogyne en utilisant des termes de nature genrée (ex : "dinde") et en remettant en question la compétence de Valérie Pécresse. Cette tendance a été observée dans le cas d'Herve Berville et de Rachel Keke, suggérant que les femmes et personnalités publiques racisées sont particulièrement susceptibles d'être la cible d'attaques sur leur compétence.



Figures 42 et 43 : Exemples de commentaires cautionnant l'agression.

Éric Zemmour

Éric Zemmour a subi une agression lors d'un déplacement de campagne à Moissac en Occitanie le 12 mars 2022, lors du premier tour de l'élection présidentielle. À cette occasion, le candidat Reconquête a reçu un jet d'œuf.

Post	Page Facebook	Nombre d'interactions
1	Mr Propagande	5 534
2	20 Minutes online	3 322
3	20 Minutes	2 350
4	Assi Youcef Ath Vu Gherdhane Ж	1 274
5	Page affiliée à un individu	1 190
6	Midi Libre	1 119
7	TF1 Info	896
8	RTL Info	728
9	Page affiliée à un individu	621
10	Yahoo Actualités	612

Tableau 7 : Tableau regroupant les dix pages à l'origine des dix publications avec le plus d'interactions mentionnant l'incident sélectionné pour Éric Zemmour.

Parmi les dix publications Facebook les plus partagées en lien avec cet incident, six publications analysées proviennent de médias traditionnels comme Midi Libre, TF1info, 20 minutes ou RTL, ou d'agrégateurs d'actualités comme Yahoo Actualités. Les articles couvrent de manière neutre l'incident. La publication la plus partagée (5 534 interactions) provient de la page Facebook Mr Propagande très critique d'Éric Zemmour. La publication de Mr Propagande comptabilise ainsi le plus de commentaires abusifs (40%). D'autres pages incluent Assi Youcef, une page d'intérêt général kabyle et deux pages appartenant à des individus.



Figure 44 : Publication critique à l'encontre d'Éric Zemmour.

Classification des commentaires :

- 20 % de soutien ;
- 2% négatifs ;
- 35 % ironiques ;
- 17% abusifs ;
- 26% classifiés dans la catégorie “autres”.

Cette analyse des 100 premiers commentaires a révélé que 24 commentaires expriment un soutien pour le candidat Reconquête. Parmi les soutiens, les analystes ont remarqué que la majorité de ces commentaires ont démontré une véritable adhésion aux idées du candidat et de son parti. Néanmoins, l'ISD a également relevé la présence de commentaires ne montrant pas d'adhésion particulière pour Éric Zemmour mais condamnant très clairement la violence qu'il a subie.

Seuls 17 des 100 commentaires Facebook analysés ont été identifiés par l'ISD comme des contenus abusifs ou injurieux. La plupart de ces commentaires cautionnent l'agression et la considèrent comme méritée.



Figures 45 46, 47 et 48 : Exemples de commentaires cautionnant l'agression.

D'autres commentaires reflètent une lassitude plus globale vis-à-vis des dirigeants et de la classe politique.



Figures 49 et 50 : Exemples de commentaires.

Conclusion et implications

Cette recherche a mis en lumière la proportion notable de commentaires injurieux ou abusifs à l'encontre des candidats aux élections présidentielle et législatives sur Facebook. Malgré des différences entre candidats, ces observations dénotent une banalisation des incivilités envers les candidats et élus en ligne, laquelle peut avoir un impact négatif sur le débat démocratique. Les cas d'agression hors ligne se sont accompagnés d'une proportion conséquente de commentaires se réjouissant de ces événements, qui dénote une désensibilisation aux incivilités et à la violence.

Les candidats et candidates racisés examinés dans cette recherche ont tous et toutes été la cible de contenus misogynes et/ou racistes et sont davantage susceptibles d'être la cible de commentaires remettant en question leur place dans la sphère publique. Certains de ces commentaires prennent leur sens dans le contexte du message et n'utilisent pas nécessairement de termes injurieux.

Dans un contexte de sous-représentation des minorités dans la sphère politique, cette banalisation de rhétoriques abusives soulève des questions de représentation démocratique. Contrairement à leurs confrères masculins, les femmes sont la cible d'insultes à caractère genré alors que les hommes sont davantage la cible d'injures génériques déployées à l'encontre de la classe politique. Les commentaires injurieux et abusifs apparaissent en dessous des publications Facebook de grands médias nationaux, constat qui confirme le caractère banalisé des incivilités en ligne.

Recommandations

- Cette recherche souligne la nécessité pour les plateformes d'avoir une compréhension nuancée des abus et violences numériques et d'offrir aux modérateurs de contenus des formations adéquates pour reconnaître des rhétoriques haineuses, injurieuses ou humiliantes. Les plateformes doivent formaliser des partenariats avec des chercheurs et organisations travaillant sur ces sujets pour offrir des formations à leurs employés sur les violences numériques.
- Cette recherche met également en exergue la nécessité pour les plateformes et organisations travaillant sur les abus en ligne et le harcèlement d'avoir un regard intersectionnel sur les violences numériques et de continuer à opérer une veille de ces phénomènes. Cette étude n'a pas pu examiner l'impact de facteurs comme l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou encore le handicap et plus de recherches sur l'intersection entre différentes formes d'abus fondés sur l'identité sont nécessaires.
- Cette étude a identifié un large panel de contenus abusifs et injurieux qui ne violent pas nécessairement les règles des plateformes. Il y a donc une nécessité pour les plateformes de mettre en place des mesures de prévention des risques de violence à l'encontre des candidats pendant les élections et de comprendre l'intersection entre violence hors ligne et violence en ligne. En période électorale, les plateformes doivent renforcer leurs politiques de modération et mettre en place des mesures pour protéger les personnalités à forte visibilité médiatique, par exemple en introduisant de nouvelles fonctionnalités.
- Les plateformes doivent également mettre en place des mesures pour déclasser les contenus toxiques, abusifs ou humiliants qui ne violent pas nécessairement les règles de la communauté. Comme il a été démontré ci-dessus ces commentaires apparaissent sous des publications de médias traditionnels et diverses initiatives (par exemple #jesuisla) s'attachent à répondre aux commentaires haineux et de désinformation sur la plateforme. Si les plateformes ont pris des mesures pour accroître la visibilité de publications de grands médias d'information, par exemples pendant la pandémie, elles doivent prendre conscience de l'impact des commentaires qui les accompagnent et mettre en place des mesures pour mitiger le risque d'amplification de contenus toxiques ou problématiques.

Endnotes

1. [Public-Figures-Public-Rage-4.pdf](#) (isdglobal.org).
2. [Passe vaccinal : menaces de mort et agressions se multiplient contre les députés de la majorité](#) (lemonde.fr).
3. [Cartographie de la Haine en Ligne Tour d'horizon du discours haineux en France - ISD](#) (isdglobal.org).
4. [Cartographie-de-la-haine-fr.pdf](#) (isdglobal.org).
5. [Online Harassment, Digital Abuses, and Cyberstalking in America](#) (datasociety.net). Voir définition du Data & Society Research Institute.
6. [Report Malign Creativity How Gender, Sex, and Lies are Weaponized Against Women Online_0.pdf](#) (wilsoncenter.org).
7. [Un député LREM publie une lettre raciste le menaçant de mort](#) (france24.com).
8. [Législatives: Jean-Michel Blanquer visé par un jet de mousse sur un marché de Montargis](#) (bfmtv.com).
9. A noter que Cnews a subi de nombreuses critiques et enquêtes du CSA pour manquements aux règles du pluralisme politique : https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2021/12/03/cnews-mise-en-demeure-par-le-csa-pour-avoir-relegue-aux-horaires-de-nuit-la-parole-du-gouvernement-et-de-la-franceinsoumise_6104653_3236.html.
10. [Législatives 2022 : un mineur mis en examen pour l'agression de Raquel Garrido dans l'entre-deux-tours](#) (lefigaro.fr).
11. [Public-Figures-Public-Rage-4.pdf](#) (isdglobal.org).

Copyright © ISD (2022). Institute for Strategic Dialogue (ISD) est une société à responsabilité limitée par garantie, siège social à l'adresse PO Box 75769, Londres, SW1P 9ER. ISD est enregistrée en Angleterre sous le numéro d'enregistrement de société 06581421 et sous le numéro d'enregistrement d'organisme de bienfaisance 1141069.

En France, l'ISD est établi sous la forme d'une association Loi 1901 : l'Institut pour le Dialogue Stratégique sous le numéro d'enregistrement W751256497. Tous droits réservés. Toute copie, reproduction ou exploitation de tout ou partie de ce document ou de ses pièces jointes sans l'autorisation écrite préalable d'ISD est interdite.

www.isdglobal.org

ISD

Innover contre
l'extrémisme, la haine
et la désinformation

128 rue de la Boétie 75008 PARIS
www.isdglobal.org